



Sergei Guriev et Daniel Treisman

# SPIN DICTATORS

Le nouveau visage de la tyrannie au XXI<sup>e</sup> siècle

PAYOT



C'est une réalité, près de la moitié des pays dans le monde ont des régimes autoritaires. Comment les dictatures ont-elles fait pour prospérer après Staline, Hitler et Mao ? Si les dictateurs classiques du XX<sup>e</sup> siècle utilisaient l'arme de la terreur, le XXI<sup>e</sup> siècle a vu surgir une nouvelle génération d'autocrates (Lee Kwuan Yew, Fujimori, Poutine, Erdogan, Orban, etc.), les spin dictators, qui font semblant d'être démocrates et utilisent des formes plus discrètes de manipulation pour étendre leur emprise : plutôt que d'annuler les élections, il les truquent ; plutôt que d'interdire les médias d'opposition, ils les marginalisent ; maîtres des fake news et de la désinformation, ils arrivent même à faire basculer la population de leur côté... Ce livre très informé raconte et décrypte ces nouvelles armes de la tyrannie.

Économiste, ancien directeur de la New Economic School à Moscou, exilé en France depuis 2013, Sergei Guriev a été l'économiste en chef de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Il est actuellement directeur de la formation et de la recherche de Sciences Po. Daniel Treisman est professeur de sciences politiques à l'université de Californie (UCLA). Spécialiste de la Russie, il a été consultant à la Banque mondiale.



Sergei Guriev et Daniel Treisman

# SPIN DICTATORS

Le nouveau visage de la tyrannie  
au XXI<sup>e</sup> siècle

*Traduit de l'anglais (États-Unis)  
par Johan-Frédéric Hel Guedj*

PAYOT

Retrouvez l'ensemble des parutions  
des Éditions Payot & Rivages sur

payot-rivages.fr

Note de l'éditeur. Cet ouvrage comporte un certain nombre de liens dans les notes et la bibliographie. Pour ne pas gêner la lecture, nous avons utilisé le raccourcisseur de liens BitlyURL (<https://bitly.com>).

TITRE ORIGINAL :

*Spin Dictators. The Changing Face of Tyranny  
in the 21<sup>st</sup> Century*

Licensed by Princeton University Press, Princeton New Jersey, USA, in conjunction with their duly appointed agent, Marotte et Compagnie, agence littéraire. All rights reserved. No part of this book may be reproduced or transmitted in any form or by any means, electronic or mechanical, including photocopying, recording or by any information storage and retrieval system, without permission in writing from the Publishers.

Figures : Nathalie Cottrel

Couverture : illustration © Sébastien Thibault

© Princeton University Press, 2022  
© Éditions Payot & Rivages, Paris, 2023  
pour la traduction française

ISBN : 978-2-228-93363-6

*À Katia, Sasha et Andreï*  
*SG*

*À Susi, Alex et Lara*  
*DT*



## PRÉFACE

(Septembre 2022)

Depuis que nous avons achevé l'édition anglaise de *Spin Dictators*, début 2021, certains événements dramatiques sont venus bouleverser la politique mondiale. Cet été-là, l'armée américaine s'est retirée d'Afghanistan, et les Talibans ont pris sa place. Tout espoir que le passage des ans ait pu adoucir les mœurs des nouveaux maîtres de Kaboul s'est vite dissipé. En Chine, face aux mutations virales du Covid-19, le président Xi Jinping a décidé de confiner des millions de citoyens dans leurs appartements, plusieurs mois d'affilée. Tous les habitants de Shanghai éventuellement tentés d'exprimer leurs désaccords ont alors compris ce que signifiait une assignation à résidence, fût-elle motivée par des raisons d'ordre médical. À Hong Kong, depuis la mi-2021, le nombre de prisonniers politiques a doublé<sup>1</sup>. Au Kazakhstan, une révolte violente est venue temporairement secouer la transition sans heurts d'un autocrate à un autre. Enfin, et c'est le plus terrifiant, le président Vladimir Poutine a lancé son armée contre l'Ukraine, avec une brutalité extrême. Un chef d'État qui semblait naguère exceller dans de subtiles méthodes de contrôle semble désormais déterminé à rayer un pays voisin de la carte.

Face à toutes ces nouvelles alarmantes, il est permis de se demander s'il était prématuré d'affirmer, comme nous l'avons fait voici un an et demi, que les dictatures dont l'économie se modernisait passaient de la peur à la manipulation. Les événements récents laissent-ils entrevoir un retournement ? Nous pourrions nous tromper, mais nous ne le pensons pas. Malgré

certains cas de régression, nous considérons que, pour les dictateurs, une forme sophistiquée de manipulation reste la voie de l'avenir, et les toutes dernières évolutions vont dans le sens de notre analyse. Avec leurs techniques novatrices, ces *spin dictators*\* ont connu une ascension (et quelques accidents épisodiques) un peu partout dans le monde. Les événements actuels montrent surtout combien il est important pour l'Ouest de s'employer à mieux les combattre.

La manipulation est loin d'être sur le déclin. Le président du Kazakhstan, Kassym-Jomart Kemelouly Tokaïev, après avoir réprimé par la force le soulèvement de janvier 2021, a vite renoué avec elle en défendant une réforme constitutionnelle « démocratique » qui, avant toute chose, a réduit l'influence de son prédécesseur. L'évolution de la Chine ne modifie pas l'équilibre planétaire, car elle n'a jamais été une dictature de la manipulation. Dès le début, Xi Jinping s'est servi des moyens d'information non pour les substituer au règne de la terreur, mais pour mieux calibrer cette dernière. Sachant qu'en dehors de ses principales mégapoles la presque totalité de la Chine reste pauvre, le coût d'une répression sévère reste supportable. Et, avec un taux d'illettrisme supérieur à 60 %, l'Afghanistan n'a jamais été non plus un candidat crédible à des méthodes modernes de tyrannie<sup>2</sup>.

En revanche, le régime politique de la Russie peut être qualifié de dictature de la manipulation. En fait, Poutine a été un utilisateur précoce de ce modèle, et avec succès. Ses élections sous contrôle, ses médias sous tutelle et la marginalisation silencieuse de ses opposants ont établi la norme pour d'autres. Pourtant, à la fin des années 2010, il revenait petit à petit en arrière et, en 2021, il se trouvait déjà au bord de la dictature de la peur (voir nos remarques à ce propos, aux notes 6 et 7 du chapitre 1). Depuis lors, il a atteint le point de non-retour. Alors que ses chars entraient en Ukraine, les services de sécurité

---

\* Cette expression est inspirée des *spin doctors*, ces conseillers en communication qui influencent l'opinion publique en composant l'image d'une personnalité politique. Comme les *spin doctors*, les *spin dictators* (ou « dictateurs de la manipulation » en français) profitent d'un système en place pour manipuler les sociétés des États qu'ils dirigent, à partir des moyens de communication. (N.d.T.)

## *Préface*

russes entraient en guerre sur le front intérieur en fermant les quelques médias encore existants, en bloquant Facebook, Twitter et d'autres réseaux sociaux, et en menaçant quiconque critiquait l'« opération militaire spéciale » d'une peine de quinze ans de travaux forcés.

Pourquoi ce changement ? La réponse figure déjà dans ce livre. Au chapitre 8, nous abordons le dilemme auquel sont confrontés des dictateurs comme Poutine, lorsqu'ils s'efforcent de contrôler une société qui continue de se développer. L'impact conjoint de la modernisation et de la mondialisation est le premier facteur qui pousse ces dirigeants de la violence à la manipulation. Ce « cocktail de la modernisation » favorise le leurre plutôt que la peur, mais, avec le temps, cela rend aussi la dictature du leurre difficile à maintenir. C'est toute l'histoire de la Russie. Ces quinze dernières années ont vu une hausse très nette des inscriptions à l'université, la propagation rapide de l'Internet à haut débit et des réseaux sociaux, et un déclin de la confiance dans l'information des chaînes de télévision d'État<sup>3</sup>. Les vidéos consacrées à la corruption postées sur YouTube par le dirigeant d'opposition Alexeï Navalny affichent des dizaines, et parfois des centaines de millions de vues et, à partir de 2017, elles ont déclenché des vagues de protestation. Alors que le soutien à la liberté d'expression, au libre accès à l'information et aux manifestations pacifiques se renforçait, la cote de popularité de Poutine chutait de 82 % en avril 2018 à 59 % en mai 2020. Quant aux opinions positives envers les États-Unis et l'Europe, elles étaient à la hausse depuis sept ans, avant l'invasion de l'Ukraine<sup>4</sup>. La gestion du leurre exige du talent, et l'équipe de Poutine semblait en manquer.

Quand les dictateurs atteignent ce stade, ils sont confrontés à un choix. Ils peuvent intensifier leurs efforts : c'est le cas des tacticiens d'une inventivité sans fin qui sont au pouvoir à Singapour. Ou alors, ils peuvent renoncer à la manipulation et en revenir à la répression brute. Poutine a choisi cette dernière solution.

Il n'a pas été le premier. Au Venezuela, après la mort de Hugo Chávez, son successeur, Nicolás Maduro, a masqué son manque de charisme derrière des méthodes brutales. En Turquie, le président Recep Tayyip Erdoğan a riposté à un coup

d'État manqué en emprisonnant des dizaines de milliers de ses opposants. Le retour à la peur est toujours un geste désespéré, laissant entrevoir plus de faiblesse que de force. Pareille décision va de pair avec des coûts économiques énormes : l'investissement international chute, l'Ouest applique des sanctions, les travailleurs hautement qualifiés émigrent et les agents de sécurité cannibalisent le secteur privé. L'économie du Venezuela s'est effondrée, le revenu par habitant dégringolant de 14 000 dollars en 2010 à moins de 5 000 dollars en 2019, selon les Nations Unies<sup>5</sup>. Avec un taux de chômage supérieur à 10 % et une inflation atteignant 80 %, la Turquie est actuellement engluée dans une profonde stagflation<sup>6</sup>. En Russie, la récession a aussi pris une ampleur frappante, surtout au vu de la rapidité de son déclenchement. Au lieu des 3 % de croissance économique prévus avant la guerre, on s'attend que le PIB chute de 6 % en 2022 et continue de reculer en 2023<sup>7</sup>. À l'inverse des cas vénézuélien et turc, l'économie de la Russie s'effondre malgré les cours très élevés de ses principales matières premières d'exportation, le pétrole et le gaz.

Du point de vue de sa survie, la décision de Poutine d'entrer en guerre constituait un énorme pari, et probablement une erreur. Il aurait pu réprimer à l'intérieur sans s'exposer à des sanctions occidentales dévastatrices et à des pertes importantes sur le champ de bataille, qui risquent de retourner l'opinion de son peuple contre lui. Nous avons été surpris, comme tout le monde, de sa décision d'envahir l'Ukraine. Les *spin dictators* faisant rarement usage de la force, ainsi que nous le montrons dans ce livre, de la part de Poutine, cela marquait au contraire une complète adhésion à la politique de la peur. La manière dont cette guerre est menée, avec son cortège d'atrocités glaçantes à peine dissimulées, s'apparente à une stratégie de défi où l'on brûle tous ses vaisseaux derrière soi et ses collaborateurs. En impliquant l'armée dans des crimes de guerre, Poutine espère peut-être faire taire les modérés, qui pourraient un jour souhaiter un retour à une orientation plus tempérée.

Quoi qu'il en soit, tout retour en arrière devient difficile. La dictature de la manipulation se fonde sur une fiction : le dictateur est un démocrate compétent et bienveillant. L'opinion publique y souscrit en toute sincérité, ou du moins fait-elle

## *Préface*

semblant. Dès que cette fiction est mise à nu, il devient presque impossible de la rétablir. On s'enfoncé alors plus vraisemblablement dans une répression de plus en plus marquée. Plus rien n'incite Poutine à se comporter en homme d'État. Certains Russes se rallieront au nationalisme vindicatif et à la rhétorique du ressentiment. D'autres, qui à notre avis constituent probablement la majorité, adhéreront sans enthousiasme, mais la peur les démobilise, jusqu'à ce qu'une crise vienne compromettre la stabilité du régime.

Au Venezuela, en Turquie, et en Russie, ces dictateurs en sont revenus à la répression pure et simple. D'autres continuent sur leur lancée. En Hongrie, Viktor Orbán a pu sceller grâce à la manipulation une nouvelle victoire lors du scrutin législatif de 2022. Les maîtres de Singapour restent indélogeables. Le président kazakh Tokaïev a rapidement effacé tout souvenir des violences de janvier 2022. Après avoir tâté de la démocratie en 2018, la Malaisie a renoué avec un régime plus trouble. En Azerbaïdjan et en Tanzanie, la manipulation reste plus prédominante que la peur.

Plusieurs démocraties fragiles ont aussi dérapé dans cette direction. Les présidents Andrés Manuel López Obrador au Mexique et Jair Bolsonaro au Brésil se sont servis de leur pouvoir de séduction sur les masses pour affaiblir les contre-pouvoirs. Pourtant, ils se sont heurtés l'un et l'autre à des résistances. Il reste à voir où cela mènera ces deux pays. Deux autres cas de figure sont plus décourageants. En Tunisie, le président Kaïs Saïed a exploité sa popularité initiale pour dissoudre le Parlement et engager des réformes constitutionnelles qui accroissent son pouvoir<sup>8</sup>. Ses sbires ont expulsé la chaîne Al Jazeera de son siège tunisien et évincé le directeur de la chaîne d'État Wataniya<sup>9</sup>. Se livrant à une manœuvre de manipulation classique, les procureurs à la solde du président tunisien ont lancé des enquêtes sur des opposants politiques pour des crimes apparemment non politiques, en visant notamment l'ancien Premier ministre Hamadi Jebali sur des allégations de blanchiment d'argent<sup>10</sup>. Le Premier ministre serbe, Aleksandar Vučić, est un autre adepte de ce type de manœuvres : il avait déjà aiguisé ses talents en la matière dans sa fonction de ministre de l'Information sous la présidence de Slobodan Milošević, dans les années 1990. Bien que la Serbie soit

généralement cataloguée comme une démocratie, elle montre des signes éloquentes de dégénérescence<sup>11</sup>. Le parti de Vučić contrôle la plupart des chaînes de télévision et des tabloïds<sup>12</sup>, un bon nombre bénéficiant du soutien d'annonceurs et de subsides publics<sup>13</sup>. Ces supports remettent constamment en question le patriotisme de l'opposition. Les médias qui publient des critiques s'exposent à des procédures en diffamation, assorties d'énormes demandes de dommages et intérêts et de contrôles fiscaux approfondis et répétés<sup>14</sup>.

En somme, le parfait manuel de la manipulation continue d'attirer des adeptes. Ces dernières années, le recours aux techniques que nous avons mises en évidence est devenu de plus en plus fréquent. L'équipe d'Orbán a rayé des ondes certaines stations de radio en les forçant à se replier sur Internet tout en maquillant le caractère politique de ces décisions. L'une de ces stations, Tilos Rádió, a perdu sa licence en raison des jurons prononcés dans ses émissions<sup>15</sup>. Une autre, Klubrádió, ne diffusait pas assez de musique hongroise<sup>16</sup>. (Le gouvernement nie toute censure.) En Serbie, mais ailleurs aussi, les procès en diffamation, civils et pénaux, restent une méthode répandue. À Singapour, en 2022, deux journalistes ont été condamnés à trois semaines de prison pour avoir accusé des ministres de corruption, à tort, selon les autorités<sup>17</sup>. Enfin, retombant dans la manipulation, la Malaisie a rouvert une ancienne procédure en diffamation contre un journaliste londonien<sup>18</sup>.

Au chapitre 2, nous indiquons de quelle manière les *spin dictators* recourent à des « incarcérations en série » pour parer à toute accusation de peine d'emprisonnement à caractère politique. En 2022, Heydar Aliyev, président de l'Azerbaïdjan, a fait les gros titres après avoir gracié quelques prisonniers politiques. Mais sa police n'a pas tardé à en arrêter d'autres<sup>19</sup>. Comme par le passé, les détracteurs du gouvernement sont accusés de toute une série de crimes non politiques ; ainsi, un ancien prisonnier politique et blogueur a été poursuivi pour détention de drogue. Au Kazakhstan, en juillet 2022, la police a arrêté un journaliste citoyen qui aurait tenté d'extorquer de l'argent à un homme d'affaires local<sup>20</sup>. Afin de détourner l'attention des mesures brutales qu'ils prennent, les *spin dictators* ne répugnent pas à accuser l'opposition de violence. En Serbie, Vučić est même allé plus

## Préface

loin pour gagner la sympathie de l'opinion, accusant à plusieurs reprises ses ennemis de projeter son assassinat. Pourtant, les arrestations et les inculpations sont rares<sup>21</sup>.

En revanche, les *spin dictators* continuent de noyauter les institutions internationales et de les manipuler depuis l'intérieur. (Les dictateurs de la peur en font autant, s'ils y parviennent en toute impunité.) En Turquie, Erdoğan a su habilement transformer la guerre en Ukraine en opportunité. D'un côté, il a vendu des drones militaires à Kiev, fermé le Bosphore et le détroit des Dardanelles aux navires de guerre russes. De l'autre, il a menacé d'opposer son veto à l'accession de la Suède et de la Finlande à l'OTAN, à moins qu'elles n'extradent vers la Turquie des opposants exilés, entre autres mesures ; il a aussi refusé de sanctionner le commerce et l'investissement russes.

Bien que l'Union européenne ait instrumentalisé l'accès à ses généreux fonds de soutien contre la crise Covid pour exercer des pressions inhabituelles sur la Hongrie, Viktor Orbán continue ses esquives et ses louvoiements. Il a promis à Bruxelles des concessions sur les marchés publics, sur les pratiques de la justice, sur les consultations publiques et sur l'énergie<sup>22</sup>. Pourtant, rien de tout ceci ne menace son contrôle sur les médias, les juges et le Parlement. Et cela ne l'empêche aucunement de manier une rhétorique d'extrême droite pour enflammer l'opinion publique. Dans un pied de nez aux valeurs européennes, Orbán a récemment dénigré ce qu'il appelait la « race métisée » des sociétés occidentales<sup>23</sup>.

Toutes sortes de dictateurs continuent d'abuser des notices rouges d'Interpol<sup>24</sup>. Et, comme si cette institution se parodiait elle-même, en novembre 2021, elle a élu à sa présidence un général des Émirats arabes unis accusé de complicité de torture. Quelques mois plus tard, un tribunal français ouvrait une enquête<sup>25</sup>. Jusqu'à présent, Paris n'a pas émis de notice rouge contre ce général.

Entre-temps, les *spin dictators* continuent de cultiver des amitiés utiles à l'Ouest. Tout en frayant avec Poutine, Orbán a étonnamment réussi à se gagner les faveurs de conservateurs américains. En mai 2022, la Conservative Political Action Conference (CPAC) tenait une réunion publique à Budapest, et en août, après une halte pour aller saluer l'ancien président

Donald Trump à son club de golf du New Jersey, le président hongrois intervenait devant la convention de la CPAC à Dallas, discours salué par une ovation<sup>26</sup>. Comme Orbán, en Serbie, Vučić tient à engranger les bénéfices de sa décision d'accepter la politique d'isolement qu'impose l'Europe à la Russie après l'invasion de l'Ukraine. Le président du Conseil européen, le Belge Charles Michel, s'est montré franchement chaleureux quand il a rendu visite à son « cher ami Aleksandar » à Belgrade en mai 2022 ; parmi d'autres carottes, il a agité celle d'une accession accélérée à l'Union européenne et de dizaines de milliards de dollars d'aide de Bruxelles aux Balkans<sup>27</sup>.

Nous ne sommes guère surpris de constater que la plupart des *spin dictators* continuent de se livrer à leurs manipulations et qu'il en naît de nouveaux, tandis que d'autres, en situation de crise, plient et renouent avec la peur. À leur manière, ils réagissent tous au cocktail de la modernisation. Et, comme nous le montrons dans ce livre, jusqu'à présent, ni la modernisation ni la mondialisation n'ont fait marche arrière, quand bien même elles ont peut-être atteint un palier. En dépit du Covid, des perturbations de la chaîne d'approvisionnement et de l'inflation, le commerce international reste solide<sup>28</sup>. Les inscriptions à l'université restent à la hausse dans le monde, et l'activité économique continue sa mue de l'agriculture et de l'industrie vers les services postindustriels<sup>29</sup>. L'utilisation d'Internet continue d'augmenter, passant de 4,1 milliards d'utilisateurs en 2019 à 4,9 milliards en 2021<sup>30</sup>. De telles avancées compliquent le contrôle des populations par la peur. Pourtant, l'hétérogénéité du processus laisse aux démocraties instables des occasions de rétropédaler et d'en revenir à la manipulation. Ainsi, dans des pays comme la Tunisie et la Serbie, qui ont adopté des institutions démocratiques formelles à des moments de vulnérabilité, lorsque leurs citoyens se mobilisaient sous les regards de l'Occident, des dirigeants calculateurs tentent de recourir à nouveau à la manipulation.

Nous achevons ce livre sur la question de savoir ce que l'Ouest pouvait faire pour combattre les *spin dictators* (et d'autres types de dictature). À l'heure où nous écrivons, à l'été 2022, nous constatons quelques progrès à cet égard, mais qui sont loin de suffire. L'incapacité des cybercombattants russes

## Préface

d'infliger des dégâts majeurs à l'Ouest, ou même en Ukraine, semble indiquer que les contre-mesures de cybersécurité sont relativement efficaces. Mais les États occidentaux doivent néanmoins mieux coordonner leur surveillance financière et leurs opérations de contre-renseignement. Il est temps pour les grandes entreprises technologiques de mener un travail de recherche et de développement de systèmes capables de protéger et de renforcer la démocratie mondiale, au lieu de se contenter de rendre leurs produits actuels un peu moins nocifs. Il nous faut certes riposter aux dictateurs belliqueux par la dissuasion et la force militaire là où c'est nécessaire, mais nous ne devons pas craindre non plus de nouer des relations avec ceux qui restent plus pacifiques. Une surveillance efficace n'est pas l'opposé de cette sorte de relations : c'est le travail préparatoire qui les rend possibles.

L'un des défis essentiels que nous avons mis en évidence concernait la nécessité de rebâtir la confiance dans l'intégrité, la compétence et le libéralisme des gouvernements démocratiques. Certes, personne n'a jamais pensé que ce serait chose facile. Un an et demi plus tard, nous assistons à un lent démarrage. La réaction rapide et unifiée de l'Ouest à l'agression de Poutine a fait forte impression sur les sceptiques. Mais les démarches difficiles devenues nécessaires pour réformer les institutions de l'intérieur sont encore plus complexes. Un an et demi après l'émeute du 6 janvier contre le Capitole, à Washington, le département de la Justice semble envisager d'intenter des procédures contre de hauts responsables et collaborateurs de l'administration Trump. Ils seraient accusés à la fois de crimes en rapport avec ces émeutes et d'avoir tenté d'entraver de manière abusive et frauduleuse le processus de certification du vote présidentiel en mobilisant de « vrais-faux » grands électeurs. Les procédures de ce type sont essentielles pour dissuader toute tentative ultérieure d'inverser les résultats après une défaite électorale. À telle enseigne que quelques sénateurs Républicains seraient prêts à soutenir un amendement de l'*Electoral Count Act*, dont la formulation trop vague expose les États-Unis à la menace de futures crises constitutionnelles<sup>31</sup>.

Et ce n'est que le commencement. Les institutions internationales restent malheureusement vulnérables aux violations, ainsi

que l'a démontré l'épisode Interpol. Concernant la Hongrie, l'Union européenne a enfin suspendu le versement des fonds communautaires dans l'espoir de contraindre Budapest à respecter l'État de droit. Mais les réseaux d'affidés occidentaux qui secondent les dictateurs restent puissants. À cet égard, la guerre en Ukraine aura servi d'avertissement. Poutine semble avoir sous-estimé la réaction occidentale. En convainquant les dictateurs que l'Ouest est mou et corrompu, de tels affidés les encouragent dans leurs actes d'agression. C'est à peine si l'Europe a commencé de se purger des infiltrations corruptrices de Moscou. Depuis que le Premier ministre Boris Johnson a quitté le 10, Downing Street, de troublantes questions demeurent à propos des rapports qu'entretient le Parti conservateur britannique avec des donateurs liés à la Russie. En Italie, en juillet 2022, deux grands partis pro-Kremlin ont contribué à torpiller la coalition de Mario Draghi, président du Conseil modéré pro-Ukraine<sup>32</sup>. En France, des dirigeants de tout l'échiquier politique ont débattu de l'orientation prise par Poutine, qu'ils y soient poussés par des affinités idéologiques, personnelles ou financières<sup>33</sup>. Quant à l'Allemagne, depuis la fin des années 1990, deux chanceliers successifs ont conduit une politique énergétique qui a rendu leur pays vulnérable au chantage russe.

Envoyer des signaux contradictoires peut se révéler dangereux. En 2014, lorsque la Russie a envahi la Crimée et attisé la révolte dans le Donbass, certains dirigeants occidentaux ont émis publiquement des critiques et imposé des sanctions relativement peu sévères. Mais une part importante de l'élite occidentale continue de soutenir Poutine tout en minimisant ses spoliations illégales de territoires. C'est l'essence même de la démocratie que des individus soient libres de dire ce qu'ils pensent et de choisir leurs amis. Et, ainsi que nous l'avons affirmé, l'affrontement peut être un levier du changement. Mais dans un monde de manipulateurs sophistiqués, les hommes d'État et les dirigeants d'entreprises éminents doivent éviter de se laisser utiliser ou de prêter à malentendu. En mettant à nu les méthodes par lesquelles les *spin dictators* exercent leur domination par la tromperie, nous espérons encourager des démarches plus fermes afin de les dissuader et de les contenir. Aujourd'hui, cela devient plus vital que jamais.

## AVANT-PROPOS

Au début du  $\text{xxi}^{\text{e}}$  siècle, la politique mondiale a franchi un cap majeur. Pour la première fois, le nombre de démocraties dans le monde dépassait le total des États autoritaires. Au moment où cette « troisième vague » tellurique atteignait son sommet, les experts identifiaient 98 pays dotés d'un gouvernement libre, contre 80 encore contrôlés par des dictateurs<sup>1</sup>. Il régnait un optimisme contagieux. Les nouvelles technologies de l'information, la mondialisation et le développement économique semblaient annoncer la fin du règne des despotes. Les pays se modernisant, la tyrannie devenait obsolète.

Les célébrations n'ont pas duré longtemps. En fait, elles avaient à peine commencé. En quelques années, les progrès de la liberté avaient fait long feu, générant ce que certains ont rapidement qualifié de « récession démocratique ». Une crise financière dramatique, née aux États-Unis, a provoqué un effondrement économique mondial, sapant la confiance dans la gouvernance de l'Occident. En 2019, le nombre des démocraties était retombé à 87 alors que celui des dictatures était remonté à 92. En Occident, le libéralisme se trouvait incapable de rivaliser avec le populisme, alors qu'en Orient, tous les regards se tournaient vers l'ascension météorique de la Chine. L'exubérance du passage du millénaire laissait place à un climat de morosité.

Aujourd'hui, le pessimisme politique se révèle un peu excessif. À bien des égards, la démocratie mondiale reste à peine au-dessous de son pic. Mais ce climat sombre soulève une authentique énigme. Même si les dictatures ne reprennent pas

le dessus, la question est de savoir comment elles peuvent survivre, voire prospérer, dans un monde ultramoderne. Après que toutes les brutales passions collectives du xx<sup>e</sup> siècle, du fascisme au communisme, ont sombré dans le discrédit, pourquoi voyons-nous encore des autocraties ressurgir de leurs cendres ? Et que penser des autocrates qui adoptent les outils de la modernité, en se servant des technologies occidentales pour lancer un défi à ce qui constitue justement ce mode de vie occidental ?

Avec sa population à peu près inégalée\* et sa croissance explosive, la Chine a été présentée comme le contre-argument parfait à la démocratie libérale. Sa réussite économique, à peine entamée par la récession de 2008-2009 ou même par la crise du Covid de 2020, semble contredire l'équation entre développement et souveraineté du peuple. Et pourtant, hors des métropoles de Beijing et Shanghai et des entrepôts rutilants de Hong Kong et Macao, la quasi-totalité du pays stagne dans la pauvreté, sa population étant toujours gouvernée selon des méthodes de l'ère industrielle et même préindustrielle. L'autre énigme encore plus grande reste celle de la survie de gouvernements sans liberté dans des sociétés riches comme Singapour et la Russie, où les diplômés universitaires sont plus fréquents que dans la plupart des démocraties occidentales. De tels cas offrent-ils un aperçu de ce que serait un futur autoritariste ?

Ce livre veut tenter d'expliquer la nature des dictatures actuelles. Il est né d'un mélange de recherches et d'expériences personnelles. Nous avons passé l'un et l'autre des années à suivre l'ascension de Poutine en Russie, à travers des analyses universitaires et des observations directes. Son régime ne nous est finalement plus apparu comme un phénomène unique, mais nous a semblé plutôt emblématique de tendances qui remodelaient les États autoritaires dans le monde, du Venezuela de Hugo Chávez et de la Hongrie de Viktor Orbán à la Malaisie de Mahathir Mohamad et au Kazakhstan de Noursoultan Nazarbaïev. Les observateurs peinent à décider par quel nom appeler

---

\* Lors de la rédaction de cet ouvrage avant sa première parution aux États-Unis (2022), la population de l'Inde n'avait pas encore atteint celle de la Chine. (*N.d.T.*)

ces dirigeants. Certains se laissent prendre à leur parodie de démocratie ; d'autres proposent des analogies maladroites avec d'autres autocrates de l'Histoire, qualifiant Poutine de « tsar » ou Erdoğan de « sultan ». Pour notre part, nous voyons tous ces dirigeants converger autour d'une nouvelle méthode – qui n'est pourtant pas sans précédent –, susceptible de préserver encore l'autocratie pendant un temps, y compris dans un contexte moderne, mondialisé. La première étape consiste donc à comprendre de quelle manière ils opèrent. Dans les chapitres qui suivent, nous explorons comment ces régimes sont apparus, comment ils fonctionnent, quelles menaces ils font peser, et par quels moyens l'Occident peut leur résister au mieux.

Notre livre s'appuie sur des recherches théoriques et empiriques que nous avons publiées dans des revues de sciences économiques et politiques. Nous espérons réussir à rendre ici les idées centrales de ces réflexions plus accessibles. Chaque fois que c'est possible, nous étayons nos thèses par des références à des études publiées (y compris les nôtres) et à des données chiffrées. Toute une série de tableaux et graphiques sont accessibles dans un addendum en ligne à l'adresse <https://press.princeton.edu/books/spin-dictators>. Nous nous référons à ces contenus dans la section finale de chaque chapitre concerné, intitulée « La vérification des preuves ».

Au fil des années, nombre de collègues et amis nous ont fait part de leurs réflexions sur les idées que nous présentons ici. Nous sommes reconnaissants envers Alberto Alesina, Maxim Ananiev, Marina Azzimonti, Timothy Besley, Bruce Bueno de Mesquita, Brett Carter, Chao-yo Cheng, George Derpanopoulos, Tiberiu Dragu, Georgy Egorov, Cherian George, Lisa George, Francesco Giavazzi, Gilat Levy, Andrew Little, Elias Papaioannou, Torsten Persson, Richard Portes, Andrea Prat, Eugenio Proto, Gérard Roland, Arturas Rozenas, Miklos Sarvary, Paul Seabright, Daniel Seidmann, David Skarbek, Konstantin Sonin, Francesco Squintani, Eoghan Stafford, David Stromberg, Guido Tabellini, Gergely Ujhelyi, Qian Wang, Feng Yang et Fabrizio Zilibotti. Cevat Aksoy, Anders Aslund, Jonathan Aves, Danny Bahar, Carles Boix, Maxime Boycko, Javier Corrales, Tim Frye, Barbara Geddes, Scott Gehlbach, Susan Landesmann, Lee Morgenbesser, Peter Pomerantsev, Molly Roberts, Dani Rodrik,

*Spin dictators*

Michael Ross, Andreï Shleifer, Andreï Soldatov, Art Stein, Milan Svolik, Adam Szeidl, Ferenc Szucs, Michel Treisman, Josh Tucker, David Yang et Ekaterina Zhuravskaya ont lu le manuscrit dans son intégralité et nous ont fait part de leurs précieux commentaires, ainsi que deux lecteurs anonymes. Nous remercions tout particulièrement Andreï Shleifer de nous avoir encouragés dans le développement des arguments de cet ouvrage. Naturellement, nous sommes les seuls responsables des erreurs qui subsisteraient encore. Kevin Gatter, Nikita Melnikov et Ekaterina Nemova nous ont apporté leur aide remarquable dans nos recherches. Chez Princeton University Press, nous avons bénéficié des conseils avisés et des encouragements de Bridget Flannery-McCoy, Sarah Caro (aujourd'hui chez Basic Books), Eric Crahan, et Alena Chekanov.

## INTRODUCTION



## Peur et manipulation

Les dictateurs ont changé. Les tyrans classiques du xx<sup>e</sup> siècle – Adolf Hitler, Joseph Staline, Mao Zedong – étaient des personnages écrasants, responsables de la mort de millions d'êtres humains. Ils ont entrepris de bâtir de nouvelles civilisations à l'intérieur de leurs frontières fortement défendues, et parfois en expansion. Une telle entreprise supposait de contrôler non seulement les comportements publics des individus, mais aussi leur vie privée. À cette fin, chacun de ces personnages a créé un parti discipliné et une police secrète brutale. Tous les dictateurs de l'ancienne école n'étaient pas des tueurs génocidaires ou des prophètes d'une foi utopique. Mais les moins assoiffés de sang étaient tout de même passés maîtres dans l'art d'inspirer la peur. La terreur était leur outil universel.

Toutefois, vers la fin du siècle, quelque chose a changé. Partout dans le monde, des autocrates se présentaient à des rassemblements vêtus d'un austère costume au lieu de leur uniforme militaire. La plupart ont cessé de faire exécuter leurs opposants devant des foules massées dans des stades de football. Ils étaient nombreux à s'envoler vers le sommet annuel du Forum économique mondial, dans la station de ski de Davos, en Suisse, pour frayer avec l'élite mondiale. Ces nouveaux dictateurs engageaient des sondeurs et des consultants politiques, organisaient des émissions de débat avec séances publiques de questions-réponses et envoyaient leurs enfants dans des universités occidentales. Ils ne relâchaient pas leur emprise sur la population, loin de là : ils œuvraient à concevoir des instruments de contrôle

encore plus efficaces. Mais ils le faisaient tout en s'affichant en démocrates bon teint.

Tous les autocrates n'ont pas franchi ce pas. Kim Jong-un en Corée du Nord et Bachar al-Assad en Syrie auraient tout à fait leur place dans cette galerie de portraits des despotes du xx<sup>e</sup> siècle. En Chine et en Arabie saoudite, au lieu de véritablement remplacer l'ancien modèle fondé sur la peur, les dirigeants l'ont simplement digitalisé. Cependant, l'équilibre mondial s'est déplacé. À l'heure actuelle, parmi les dirigeants des non-démocraties, la figure la plus représentative n'est plus un tyran totalitaire comme Joseph Staline, un boucher sadique comme Idi Amin Dada ou même un général réactionnaire comme Augusto Pinochet. Il s'agit plutôt d'un manipulateur affable comme Viktor Orbán en Hongrie ou Lee Hsien Loong à Singapour – un dirigeant qui se fait passer pour un humble serviteur du peuple<sup>1</sup>.

Ce nouveau modèle se fonde sur une brillante intuition. L'objectif central reste inchangé : monopoliser le pouvoir politique. Mais aujourd'hui les autocrates se rendent compte que, dans le contexte actuel, la violence n'est ni toujours nécessaire ni même utile. Au lieu de terroriser les citoyens, un dirigeant habile peut les contrôler en remodelant leurs croyances par rapport au monde. Il peut leurrer la population pour l'inciter à obéir et même à manifester son enthousiasme et son approbation. Au lieu d'une répression brutale, les nouveaux dictateurs manipulent l'information. Comme les *spin doctors* dans une démocratie, ils façonnent cette information afin de se forger des soutiens. Ce sont des *spin dictators* – des dictateurs de la manipulation<sup>2</sup>.

### *L'énigme Poutine*

Nous en sommes venus à aborder cette question à travers un cas précis. En mars 2000, les Russes ont élu président un ancien lieutenant-colonel du KGB avec peu d'expérience politique. Vladimir Poutine faisait mine d'adhérer aux principes de la démocratie, alors que son instinct le menait clairement dans une autre direction. Pendant un temps, la direction où il conduisait son pays n'avait rien d'évident – y compris peut-être

à ses propres yeux. Avec une économie en pleine expansion, sa cote de popularité dans les sondages s'est envolée.

Poutine a ainsi préservé les apparences démocratiques tout en mettant l'accent sur la nécessité de bâtir un État cohérent et moderne. Au début, après des années 1990 troublées, l'exercice d'un contrôle centralisé semblait être une décision rationnelle. Mais il ne s'est pas arrêté là et, au bout d'un certain temps, les mesures qu'il prenait pour renforcer le poids de l'exécutif – son autorité – savaient manifestement l'équilibre des pouvoirs. Le champ de la contestation politique se réduisait.

Ensuite, cette popularité lui a servi de bélier, en lui permettant de passer outre les contraintes démocratiques. Il s'en est servi pour faire élire ses partisans à la Douma, le Parlement, et pour harceler des gouverneurs de région jugés indisciplinés. Maniant à la fois la justice, les forces de l'ordre et son influence sur le monde des affaires, il a pu dompter des médias dominés par des magnats, mais encore compétitifs. Tout en préservant le principe formel d'élections nationales, ses conseillers et Poutine lui-même laissaient de moins en moins de place au hasard. Poutine et son parti, Russie unie, demeuraient presque chaque fois en position de remporter des élections libres et transparentes. Pourtant, ils n'en usaient pas moins de pressions et de subterfuges pour amplifier ces raz-de-marée électoraux.

Les démocraties ne sont jamais parfaites. Pendant un temps, les travers de la politique russe ont pu sembler très comparables à ceux d'autres pays au revenu intérieur intermédiaire et à moitié libres, comme l'Argentine, le Mexique et la Roumanie. Presque tous ces États souffrent de la corruption, d'élections entachées d'irrégularités et d'une liberté de la presse précaire. Les dirigeants politiques y abusent souvent de leur autorité sur la police et les juges. Pourtant, ces défauts vont généralement de pair avec un certain sens des responsabilités vis-à-vis du peuple.

En revanche, en 2012, dès que Poutine a repris la présidence après quatre années au poste de Premier ministre, il a clairement appliqué des méthodes différentes. Fin 2011, une vague de manifestations contre les fraudes survenues au cours des élections parlementaires s'est emparée de Moscou et d'autres villes. La vision de près de cent mille personnes dans les rues n'a pu qu'alarmer Poutine et ses conseillers. Ils ont riposté, en faisant arrêter des

manifestants pacifiques, en expulsant du Parlement des élus jugés déloyaux et en traquant les derniers médias indépendants.

Nous avons tous deux attentivement observé le déroulement de ce processus. Sergei Guriev dirigeait une université moscovite spécialisée dans les études économiques et conseillait le gouvernement russe. Daniel Treisman était professeur à l'Ouest et se consacrait à l'étude de la politique dans la Russie postcommuniste. Au printemps 2013, Sergei a reçu la visite d'agents de sécurité à la solde de Poutine, qui lui ont confisqué ses emails et sont repartis avec une copie de son disque dur. Il avait contribué à la rédaction d'une analyse critique du dernier verdict en date rendu par un tribunal contre Mikhaïl Khodorkovski, un milliardaire incarcéré sur des accusations douteuses. Apparemment, le Kremlin n'avait pas apprécié cette analyse. Peu après, Sergei est parti s'installer en France<sup>3</sup>.

Le système forgé par Poutine en Russie est sans nul doute à caractère autoritaire. Mais c'est un autoritarisme d'un type inusité. À l'inverse de Staline, Poutine n'a pas fait mettre à mort des millions de gens, et n'en a pas non plus fait emprisonner des millions d'autres. Même Leonid Brejnev, qui a dirigé l'Union soviétique de 1964 à 1982, celle de la dernière période, plus clémente, a fait mettre sous les verrous des milliers de dissidents dans des camps de travail et des hôpitaux psychiatriques, proscrit tous les partis d'opposition et n'a jamais organisé d'élections un tant soit peu ouvertes. Il était hors de question d'autoriser les manifestations de l'opposition. Tous les médias diffusaient un discours idéologique abêtissant. Les stations de radio étrangères étaient brouillées et la plupart des citoyens étaient empêchés de voyager à l'étranger par un rideau de fer de plus en plus rouillé.

Le régime de Poutine, désormais âgé de plus de vingt ans, est différent. Il n'applique pas de censure à la soviétique. On peut publier des journaux et des livres qui traitent le maître du Kremlin de dictateur<sup>4</sup>. L'ennui, c'est que la plupart des Russes n'ont pas envie de les lire. Et le système ne repose pas non plus sur la peur, bien que ce puisse être maintenant en train de changer. De temps à autre, des actes de violence politique se produisent, d'ordinaire dans des circonstances troubles. Mais le Kremlin nie toujours toute responsabilité<sup>5</sup>. Et bien que les opposants à Poutine soient de plus en plus inquiets, la plupart des Russes ne

semblent pas avoir peur<sup>6</sup>. Ils sont nombreux à s'être volontiers résignés à la vision déformée de la réalité que les médias poutiniens ont contribué à façonner. Sous le communisme, les autorités tentaient de créer l'illusion d'un consensus, avec des défilés du 1<sup>er</sup> Mai et des élections ritualisées. Sous Poutine, beaucoup de Russes consentent à des illusions<sup>7</sup>.

En examinant le système qui se dessine, nous nous sommes rendu compte que le mode de gouvernement de Poutine n'était pas unique en son genre. De Hugo Chávez au Venezuela à Viktor Orbán en Hongrie, les chefs d'État non démocratiques avaient un ensemble de techniques en commun<sup>8</sup>. Un certain nombre d'entre eux allaient puiser leur inspiration chez le pionnier de cette politique d'un nouveau genre : Lee Kuan Yew. À partir des années 1960, l'homme fort de Singapour, resté très longtemps au pouvoir, a façonné son pays en le transformant en un redoutable modèle de contrôle politique. Voilà qui peut sembler surprenant. En effet, Singapour affirme être une démocratie, et la cité-État est souvent prise pour telle. Le régime tient régulièrement des élections. Mais c'est précisément l'une des principales innovations des nouveaux autocrates : ils se font passer pour des démocrates. « Vous avez le droit de m'appeler du nom que vous voulez, a un jour rétorqué Lee Kuan Yew à un journaliste qui lui formulait des critiques, mais [...] quel besoin aurais-je de me conduire en dictateur, alors que je peux gagner haut la main ?<sup>9</sup> » Il omettait d'ajouter que gagner à tous les coups, et haut la main, constituait justement la marque de fabrique d'un dictateur moderne.

### *Les tyrans du XXI<sup>e</sup> siècle*

Qu'est-ce exactement qu'une dictature ? Sous la République romaine, où le terme trouve son origine, cela désignait un pouvoir absolu dévolu à titre provisoire à un dirigeant, afin qu'il traite une situation d'urgence. De nos jours, le mot sert à désigner tout type de gouvernement non démocratique. C'est cet usage du terme que nous employons dans ce livre. En revanche, une démocratie est un État dont les dirigeants politiques sont choisis lors d'élections libres et transparentes lors desquelles la totalité ou presque des citoyens exerce son droit

de vote. Une démocratie *libérale* associe des élections libres au respect de l'État de droit, de libertés civiles protégées par une Constitution et de contre-pouvoirs institutionnels.

Avant le xx<sup>e</sup> siècle, aucun État n'était complètement démocratique. Même ceux qui tenaient des élections libres et transparentes refusaient le droit de vote aux femmes<sup>10</sup>. En 1900, seuls cinq pays appliquaient le suffrage universel *masculin*, mais pas les États-Unis, où les Afro-Américains étaient privés de leurs droits civiques dans le Sud où s'appliquait la ségrégation avec les lois Jim Crow<sup>11</sup>. En plus d'une poignée de républiques au suffrage restreint comme les États-Unis, la plupart des systèmes politiques se répartissaient en trois familles : les *monarchies*, dans lesquelles régnait un roi ou une reine, parfois contraints par une Constitution et un Parlement partiellement représentatif ; les *oligarchies*, dans lesquelles gouvernaient des factions composées de riches individus ; et des *colonies*, administrées par une puissance étrangère.

Au xx<sup>e</sup> siècle, cela changea, avec la propagation de la démocratie en trois grandes vagues successives<sup>12</sup>. La première a culminé autour de 1920, quand de nouveaux États se détachèrent des empires européens détruits par la Première Guerre mondiale et quand certains gouvernements occidentaux ont libéralisé leurs lois électorales. La seconde est survenue à la fin des années 1940 et au début des années 1960, lorsque les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale ont imposé la démocratie aux perdants du conflit et quand les anciennes colonies d'Asie et d'Afrique ont organisé des élections. La troisième vague, un véritable tsunami, a débuté avec la « révolution des Œillets », au Portugal, en 1974, a connu une accélération autour de 1990 avec l'effondrement du communisme, et atteint son sommet au milieu des années 2000. En 2015, plus de la moitié des pays de la planète, représentant 53 % de la population mondiale, étaient des démocraties électorales, et à peu près le quart des démocraties libérales<sup>13</sup>.

Pourtant, malgré cette expansion de la démocratie, la dictature ne disparaissait pas ; les deux premières vagues démocratiques ont été suivies de retours en arrière. Au cours de deux époques très noires, les gouvernements libres ont menacé de s'effondrer. La première de ces périodes, dans les années 1930, « une décennie bassement malhonnête », selon la formule de

W. H. Auden, dans son poème « 1<sup>er</sup> septembre 1939 »\*, a vu les puissances autoritaires s'emparer du continent européen. La dictature n'a pas seulement connu un regain : elle a muté. Quelques monarchies se sont maintenues dans des pays comme la Yougoslavie et la Roumanie. Simultanément, de nouvelles formes de tyrannie ont vu le jour, mieux adaptées à la politique des masses que la démocratie avait elle-même engendrée. Pendant et après la Seconde Guerre mondiale, des millions de travailleurs et d'anciens combattants sans expérience politique ont voté pour la première fois. Ils l'ont fait au lendemain d'un bain de sang mondial qui avait discrédité la foi libérale dans un progrès ininterrompu.

Deux nouveaux types de régimes, communiste et fasciste, ont entrepris de mobiliser les basses classes. Ils promettaient l'un et l'autre une entière transformation de la société. Les bolcheviks de Vladimir Ilitch Lénine visaient à édifier le communisme sur les vestiges de l'Empire russe. Les nazis, sous Adolf Hitler, visaient un empire aryen. En prenant le pouvoir, les uns et les autres obligeaient leurs opinions publiques respectives à adopter une idéologie distillée à partir des écrits laborieux de leurs chefs. Raymond Aron les appelait des « religions séculières ». Comme les fois traditionnelles, ces nouvelles religions énonçaient des vérités à ne pas mettre en doute, permettaient de s'abstraire des épreuves du moment pour détourner l'attention vers un futur utopique et définissaient des rituels susceptibles de distinguer les vrais croyants des hérétiques<sup>14</sup>. Lénine et Hitler ont en effet inspiré des imitateurs en Europe et ailleurs.

Un troisième nouveau modèle, le corporatisme, visait non pas à mobiliser les masses en politique, mais à les démobiliser dans la vie privée. Des conservateurs comme António Salazar au Portugal et Francisco Franco en Espagne voulaient restaurer la déférence sociale et la hiérarchie catholique<sup>15</sup>. En lieu et place de Parlements turbulents, ils ont créé des chambres consultatives où les porte-parole dûment sélectionnés de certains groupes sociaux avaient accès au chef et pouvaient le conseiller. Comme les deux autres formes de régime, le corporatisme était né du dégoût du présent. Mais alors que les fascistes et les

---

\* « 1<sup>er</sup> septembre 1939 », *La Nef des fous*, revue Po&sie, n° 91, 2000, Belin/Humensis, Paris. (N.d.T.)

communistes cherchaient à s'échapper dans un avenir imaginaire, les corporatistes espéraient retourner vers un passé non moins imaginaire.

Le fascisme a péri dans les flammes de la Seconde Guerre mondiale, alors que le communisme a survécu et s'est étendu. Le corporatisme s'est maintenu en Espagne et au Portugal, en disséminant de lointains échos dans des régimes comme l'Argentine de Juan Perón<sup>16</sup>. La deuxième poussée de l'autoritarisme a débuté dans les années 1960 lorsque la démocratisation de l'après-guerre a perdu de sa puissance. Des républiques postcoloniales fragiles sont tombées sous les coups de despotes sans scrupule, tandis que des juntes militaires s'emparaient du pouvoir dans une Amérique latine volatile. Parmi cette génération de dictateurs, certains visaient à mobiliser le soutien actif du peuple, tout comme les communistes et les fascistes. D'autres, comme les corporatistes, cherchaient à le réduire au silence. Des révolutionnaires socialistes comme Nasser en Égypte (régime mobilisationnel) se partageaient la scène mondiale avec des réactionnaires partisans de l'économie de marché comme Pinochet au Chili (régime démobilisationnel) et des kleptocrates comme Mobutu au Zaïre (autre régime démobilisationnel). Des régimes communistes vieillissants progressaient souvent de la mobilisation à la démobilisation, en se raccrochant encore aux mêmes doctrines révolutionnaires, qui devenaient de plus en plus ritualisées.

Ainsi que ce bref tableau d'ensemble le suggère, les dictatures du xx<sup>e</sup> siècle étaient très diverses. Pourtant, certaines d'entre elles présentaient des caractéristiques communes. Tout d'abord, la vaste majorité recourait à la répression violente. Elles s'en servaient pour remodeler la société, pour extraire des ressources de la population, ou défaire et étrangler l'opposition. L'ampleur des massacres était variable. Staline et Mao sont accusés d'avoir provoqué des millions de morts. D'autres se sont limités à quelques milliers « seulement » (par exemple Ferdinand Marcos aux Philippines) ou à quelques centaines (citons Chadli Bendjedid en Algérie)<sup>17</sup>. Tant qu'un de ces dirigeants est au pouvoir, l'intensité de la violence peut fluctuer. Certains, comme le général Franco, se sont imposés à grand fracas ; d'autres, comme Bachar al-Assad, n'ont aggravé la tuerie que plus tard. Quoi qu'il en soit, ils ont été plus d'un à laisser derrière eux une traînée sanglante<sup>18</sup>.

Et la plupart d'entre eux n'hésitaient pas à rendre leur recours à la violence volontairement public. Ils transformaient le massacre en théâtre macabre. Certains exécutaient des opposants politiques devant des audiences de masse. Par exemple, au Zaïre, Mobutu fit pendre quatre anciens ministres devant une foule de cinquante mille personnes<sup>19</sup>. Ou bien ils exposaient les corps de leurs adversaires afin de terroriser leurs partisans. L'homme fort d'Haïti, François « Papa Doc » Duvalier, fit installer un cadavre décapité à un coin de rue de Port-au-Prince pendant trois jours, avec une pancarte portant ce mot : « renégat »<sup>20</sup>. Presque tous adoptaient une rhétorique menaçante destinée à inspirer partout l'angoisse et à décourager les défis contestataires. En Irak, sous Saddam Hussein, on parlait de « trancher des têtes » et de « malfaisants [...] qui nous ont plongé dans le dos leur poignard empoisonné »<sup>21</sup>. En Espagne, Franco dénonçait la « subversion intérieure » d'un ennemi qui « attend des occasions de s'infiltrer »<sup>22</sup>.

En même temps, la plupart des dictateurs du xx<sup>e</sup> siècle visaient un contrôle complet des moyens de communication publics. Certains interdisaient ou nationalisaient tous les médias privés. D'autres censuraient la presse et intimidaient les journalistes. Pour les citoyens, respecter les règles régissant les discours et les écrits publics se transformait en test de loyauté et faisait partie intégrante du mécanisme au moyen duquel les chefs maintenaient l'ordre. Généralement, toute critique du régime était taboue.

Tout comme la violence, les dictateurs pratiquaient leur censure ouvertement. Certains, comme Hitler et Mao, ont fait brûler des livres sur des bûchers. D'autres, comme Pinochet, ont envoyé des soldats expurger des librairies. L'Union soviétique a créé un service explicitement dédié à la censure, le Glavlit, destiné à purger toutes les émissions et publications des sujets interdits. Les peines pouvaient être sévères. Les écrivains qui critiquaient le régime disparaissaient souvent dans des colonies pénitentiaires. La propagande d'État était elle aussi ouvertement orchestrée et souvent impitoyable. Elle était produite dans des services de propagandistes et, suivant un style omniprésent et autoritaire, elle transmettait la force et la détermination du régime, tout autant que tel ou tel message en particulier.

Beaucoup de dictateurs ont cherché à isoler leur pays. Cette quarantaine n'était généralement pas complète ; la plupart des États autoritaires commerçaient avec leurs voisins. Certains les envahissaient, quand ils croyaient pouvoir s'en tirer sans coup férir. Mais ils considéraient pratiquement tout le monde extérieur avec suspicion. Les visiteurs indignes de confiance, les informations gênantes et d'autres éléments jugés contaminants étaient bloqués à la frontière. Ceux qui étaient admis s'exposaient à une surveillance constante. Lorsque la technologie le permettait, des dictateurs brouillaient les émissions, et souvent ils censuraient ou interdisaient les journaux étrangers. Nombre d'entre eux enfermaient leurs citoyens à l'intérieur de leurs frontières, en espérant limiter leur connaissance du monde et conserver ainsi cette main-d'œuvre sur leur territoire<sup>23</sup>. Dans la plupart des pays communistes, tout voyage à l'étranger requérait l'approbation du gouvernement ; dans certains cas, comme l'Albanie et la Roumanie, tenter d'émigrer sans autorisation constituait un crime capital.

Enfin, ces personnages totalitaires avaient beau revendiquer une identification mystique avec leur peuple, les principaux dictateurs du xx<sup>e</sup> siècle dénigraient la démocratie parlementaire telle qu'elle était pratiquée en Occident. Ils affirmaient souvent bâtir un ordre politique meilleur, supérieur. Les plus téméraires s'approprièrent le terme, comme dans la « République *démocratique* allemande » ou « la République populaire *démocratique* de Corée », mais ils en subvertissaient le sens, en éliminant toute trace de pluralisme ou de contrainte à caractère libéral. Des dirigeants postcoloniaux comme Kwame Nkrumah au Ghana considéraient les élections ouvertes à plusieurs partis comme un reliquat des impérialistes. Les institutions parlementaires, disait-il, n'apportaient que « le chaos, la confusion, la corruption, le népotisme et la misère »<sup>24</sup>. Au Zaïre, Mobutu déclarait simplement : « La démocratie n'est pas pour l'Afrique »<sup>25</sup>. Les élections, quand elles avaient lieu, se voulaient plus une célébration des gouvernants que le moment d'un choix.

En somme, la plupart des dictateurs maintenaient leur pouvoir en réprimant toute opposition, en contrôlant toutes les communications, en punissant leurs détracteurs, en imposant (souvent) une idéologie, en s'attaquant à l'idéal de la démocratie pluraliste et en bloquant la plupart des flux transfrontaliers

de personnes et d'informations. Le principe essentiel derrière toutes ces pratiques était simple : l'intimidation. L'autocrate type du xx<sup>e</sup> siècle était un dictateur par la peur.

*Nouvelle version améliorée*

Et pourtant, en étudiant l'évolution du phénomène autour des années 2000, nous avons pu constater un changement. Dans la plupart des non-démocraties, les preneurs de décisions semblaient sortir d'un autre moule. Il y avait Hugo Chávez, ancien parachutiste charismatique, qui réquisitionnait les ondes vénézuéliennes pour flatter les pauvres de son pays. Il marginalisait l'opposition, mais n'emprisonnait que peu de ses représentants, hormis ceux qui avaient tenté un coup de force et failli le chasser du pouvoir<sup>26</sup>. À Singapour, il y avait Lee Hsien Loong, un brillant technocrate diplômé de Cambridge, qui postait sur Facebook des photos de couchers de soleil et agissait en mécène d'une ONG promotrice de la bonté<sup>27</sup>. Son People's Action Party (PAP, ou Parti d'action populaire) avait remporté plus de 89 % des sièges lors de toutes les élections législatives depuis l'indépendance du pays, rivalisant presque avec le Parti communiste d'URSS<sup>28</sup>. Pourtant, en 2015, Singapour n'avait qu'un seul « prisonnier de conscience », selon Amnesty International, un blogueur de seize ans arrêté pour avoir posté en ligne un dessin, une caricature obscène<sup>29</sup>. En Russie, Vladimir Poutine niait que son régime eût quoi que ce soit d'antidémocratique. Ses sbires se spécialisaient dans le harcèlement à bas bruit, ciblant leurs victimes au moyen de poursuites judiciaires inventées de toutes pièces. Ces trois dirigeants étaient favorables à l'ouverture internationale, organisaient fréquemment des élections et s'enorgueillissaient de leur cote de popularité élevée dans les sondages. En surface, ils avaient peu de choses en commun : un caudillo latino-américain, un surdoué cérébral et un ancien espion au masque de sphinx. Mais cela rendait les parallèles d'autant plus intrigants.

Ces tenants d'un pouvoir disciplinaire en costume impeccable étaient-ils si différents de leurs prédécesseurs qu'il pouvait sembler ? Et si tel était le cas, qu'est-ce qui expliquait ce changement ?

Nous avons passé plusieurs années à nous pencher sur ces questions. Tout d'abord, nous nous sommes plongés dans la littérature sur les autocraties, passées et présentes, en nous immergeant dans des chroniques historiques, des ouvrages de sciences politiques, des récits de journalistes et diverses autres sources. En procédant de manière inductive, nous avons cherché des modes récurrents de domination de ces dirigeants sur leur pays. Ces lectures nous ont convaincus que Chávez, Lee, Poutine et plusieurs autres partageaient bel et bien un mode opératoire nettement identifiable, plus centré sur la conformation de l'opinion publique que sur la répression violente. Chacun d'eux était unique, à certains égards. Pourtant, leurs points communs définissaient une école du pouvoir autoritaire qui ne ressemblait à aucun grand courant du XX<sup>e</sup> siècle.

Mais comment en être sûrs ? Nous nous sommes d'abord penchés sur la logique à l'œuvre, en formulant notre analyse de cette stratégie sous forme de modèle mathématique. Ensuite, nous avons cherché à mesurer à quel point cette nouvelle méthode s'était répandue. En épluchant les bases de données existantes, nous avons réuni des informations sur des gouvernements autoritaires et recueilli de nouvelles données par nous-mêmes. Ces éléments confirmaient en effet un changement frappant, le passage de la dictature de la peur à celle de la manipulation. Nous nous référons à ces statistiques dans les derniers chapitres (aux sections intitulées « La vérification des preuves »). Pour les lecteurs que cela intéresse, nos articles de journaux reprennent tout en détail, et on trouvera dans un supplément en ligne des graphes et des tableaux<sup>30</sup>. Nous nous concentrerons ici sur des cas caractéristiques, des exemples illustratifs et des récits. Ce livre se fonde sur des recherches et des données, mais ce n'est pas une monographie à caractère universitaire. Notre but est d'esquisser l'histoire de cette évolution autoritariste et d'en suggérer une interprétation. Nous retraçons la propagation des *spin dictators* et décrivons les méthodes qu'ils emploient pour rester au pouvoir.

Ce faisant, nous avons été influencés par une série de travaux récents en sciences politiques et économiques<sup>31</sup>. Une partie de ces travaux est déjà bien connue ; d'autres méritent un plus large lectorat.

Nombre de chercheurs, par exemple, ont tenté d'expliquer la stabilité des autocraties classiques, violentes, ces régimes que nous appelons des dictatures de la peur. Comment de tels gouvernants évitent-ils de finir renversés par des révolutions ? L'un de ces moyens consiste, ainsi que l'ont montré nos collègues, à intimider les citoyens en usant d'une propagande qui traduit le pouvoir et la résolution du dictateur<sup>32</sup>. Un autre consiste à empêcher les rebelles potentiels de se coordonner autour d'un plan insurrectionnel et de dresser des barricades<sup>33</sup>. Agissant ensemble, les citoyens peuvent s'imposer grâce au poids du nombre. C'est pourquoi les dictateurs doivent faire en sorte qu'ils restent divisés, et les terroriser<sup>34</sup>.

Ces arguments expliquent comment certains dictateurs de la peur du xx<sup>e</sup> siècle ont pu survivre aussi longtemps, et pourquoi, en fin de compte, leurs régimes se sont souvent écroulés sans avertissement. Ils nous éclairent moins sur le cours nouveau de la dictature. La plupart des gens partent du principe que les citoyens haïssent le dictateur : seule la peur les empêche de se révolter. Mais qu'en est-il si, en réalité, les citoyens apprécient leur dirigeant et n'ont aucune envie de dresser des barricades ? Dans la Russie de Poutine, dans le Singapour de Lee et dans la Hongrie d'Orbán, de tels révolutionnaires ont certainement existé. Mais ils ont toujours constitué une minorité. Dans chaque cas, le chef a été authentiquement populaire, autant qu'on puisse en juger<sup>35</sup>. Les *spin dictators* survivent non pas en démantelant la rébellion, mais en supprimant tout désir de se rebeller.

D'autres travaux récents ont décrit certaines caractéristiques propres à la dictature de la manipulation. La quasi-totalité des autocraties actuelles organise des élections, et tous ces scrutins ne sont pas des rituels creux. Ainsi que l'a observé Andreas Schedler, nous vivons une ère d'autoritarisme électoral. Dans un livre marquant, Steven Levitsky et Lucan Way ont relevé que beaucoup d'élections organisées par des dictateurs, quoique inéquitables, ne se déroulent pas complètement sous contrainte. Des partis d'opposition présentent des candidats et ont même une chance de gagner<sup>36</sup>. Des politistes ont exploré les stratagèmes, les artifices et les abus bureaucratiques que les autocrates du monde entier ont employés pour s'assurer de la victoire électorale<sup>37</sup>. Certains étudient comment les dictateurs

contrôlent les médias. D'autres s'intéressent à l'emploi des nouvelles techniques de surveillance et de l'information pour muscler la répression<sup>38</sup>.

Nous partons de ces idées. Notre but est de les synthétiser et de les intégrer, en dégagant une logique d'ensemble. (Sur certains points, nous serons aussi en désaccord avec les interprétations de nos collègues.) Notre conclusion, c'est que les *spin dictators* ne sont pas seulement des tyrans violents de la vieille école qui auraient appris quelques nouveaux tours de passe-passe. Ils ont façonné une méthode singulière, d'une grande cohérence interne. Les éléments principaux – la manipulation des médias, la fabrication de la popularité, le simulacre de démocratie, la limitation de la violence publique et l'ouverture sur le monde – se complètent mutuellement pour produire un modèle de gouvernance sans liberté, et qui se propage. Parvenir à le comprendre ne constitue pas seulement un défi intellectuel : il est vital pour l'Occident de construire des ripostes efficaces.

### *Les règles de la manipulation*

Bien que la dictature par la manipulation ait récemment pris de l'ampleur, elle n'est pas entièrement nouvelle. En fait, certaines réflexions à ce sujet sont vieilles de plusieurs siècles. Depuis les Grecs anciens, la plupart des auteurs qui se sont penchés sur la tyrannie se sont concentrés sur la dictature par la peur. Les gouvernants tuent, torturent, emprisonnent et menacent leurs sujets afin de s'assurer de leur obéissance. Ils espionnent les citoyens et instillent la méfiance entre eux. Aristote appelait ces techniques « les moyens mis en usage chez les Perses et les barbares »<sup>39</sup>. Montesquieu faisait allusion au « bras du prince toujours levé », toujours prêt à frapper<sup>40</sup>. « Il faut donc que la *crainte*, écrivait-il, y abatte tous les courages, et y éteigne jusqu'au moindre sentiment d'ambition »<sup>41</sup>. Plus récemment, des théoriciens comme Franz Neumann et Hannah Arendt ont placé la terreur, ainsi que l'idéologie, au cœur de la dictature moderne<sup>42</sup>.

Pourtant, d'emblée, certains penseurs ont entrevu une autre possibilité. Au-delà de « toutes ces vieilles maximes », Aristote décrivait une autre méthode. Elle concernait cette deuxième

espèce de souverain, qui n'était pas un violent usurpateur, « mais un administrateur, un roi », gouvernant au bénéfice de tous. Il dépensait de l'argent car « il faut qu'il embellisse la ville » et cultivait son image de modération et de piété. Quoique demeurant un tyran, gouvernant dans son propre intérêt, « il faut qu'il se montre complètement vertueux [...] et [...] jamais vicieux »<sup>43</sup>. Il inspirait plus le respect que la crainte. Bien qu'asservis, ses sujets ne s'en rendaient pas compte.

Plus tard, dans une veine similaire, Machiavel conseillait aux princes « de posséder parfaitement l'art de simuler et de dissimuler »<sup>44</sup>. La plupart des gens se laissant plus influencer par les apparences que par la réalité, un souverain ambitieux doit savoir créer des illusions. « Ainsi donc, pour en revenir aux bonnes qualités [...], il n'est pas bien nécessaire qu'un prince les possède toutes »<sup>45</sup>. La manière de tromper l'opinion dépend du contexte : « Celui qui devient prince par la faveur du peuple doit travailler à conserver son amitié ». Obtenir le soutien du peuple est en effet crucial : « il doit, avant toute chose, chercher à se l'attacher »<sup>46</sup>.

Les dictateurs de la peur suivent le conseil de Machiavel et reproduisent le second modèle du tyran d'Aristote. Au lieu d'intimider les citoyens pour les soumettre, ils recourent à la tromperie pour se gagner le peuple. Gouverner de la sorte suppose de respecter quelques règles.

La première consiste à être *populaire*. À l'inverse des despotes classiques, les dictateurs de la peur doivent se soucier de leur cote de popularité. Ainsi que le remarquait Machiavel, ils peuvent se gagner la faveur populaire de diverses manières. De bonnes performances économiques y contribuent. Dans tout régime, la prospérité tend à renforcer l'attrait du détenteur du pouvoir<sup>47</sup>. C'est extrêmement important et cela ne doit pas être oublié, même si nous nous concentrons sur d'autres voies susceptibles de mener à la popularité. La croissance économique incite les citoyens à en déduire que le souverain doit nécessairement être un habile gestionnaire. Des dirigeants de toutes espèces – démocrates et autoritaristes – s'attribuent le mérite de l'expansion des marchés dès qu'ils le peuvent.

Mais aucune économie ne reste en expansion indéfiniment. Aussi, tous les autocrates, quelle que soit leur espèce, investissent dans des solutions de recours. Les dictateurs de la peur

se servent de ce sentiment pour contenir le mécontentement lorsque l'économie plonge. Ils font en sorte que les citoyens aient trop peur pour protester. Ils peuvent finir par réprimer, en dernier recours, renouant ainsi *in extremis* avec les méthodes de la vieille école. Mais un tel choix suppose de renoncer à une ample popularité. Au lieu de quoi, quand la vérité se retourne contre eux, leur première ligne de défense consiste à la déformer. Ils manipulent l'information.

Pour que ce soit efficace, cela requiert de la prévoyance. En périodes propices, ils se préparent aux années noires. Revendiquant la responsabilité de leurs succès, même ceux qu'ils doivent à la chance, ils se bâtissent une réputation de professionnalisme. Et, comme la seconde espèce de tyran chez Aristote, ils font mine de gouverner pour le bien de tous. En même temps, ils consolident leur maîtrise des médias, souvent de façon discrète, afin de préserver leur crédibilité, en achetant silencieusement leurs propriétaires et en encourageant l'autocensure. Dans les périodes difficiles, cela leur permet de détourner l'attention de résultats décevants et d'en rejeter la faute sur d'autres. Malgré leurs échecs, les dictateurs de la peur conservent leur popularité un certain temps.

Certes, ils ne sont pas les premiers à manipuler l'information. Quelques despotes totalitaires du *xx<sup>e</sup>* siècle étaient déjà des propagandistes innovants. La différence réside dans la *manière* dont les *spin dictators* faussent l'information. Les dictateurs classiques, ceux de la peur, imposaient des idéologies élaborées et des rites de loyauté. Leur contrôle était complet, leur propagande intimidatrice. Certains ont été accusés de laver le cerveau de leurs citoyens. Les *spin dictators* emploient des méthodes plus subtiles, qui relèvent moins de l'agitprop de style maoïste et s'inspire davantage de Madison Avenue, le quartier new-yorkais des agences de publicité. Et le contenu diffère. Là où les autocrates du *xx<sup>e</sup>* siècle se délectaient d'une imagerie violente – rappelons la formule du « poignard empoisonné » chère à Saddam Hussein –, les *spin dictators* adoptent une rhétorique plus froide, faite de compétence et de maîtrise, parfois sous un léger vernis socialiste ou nationaliste.

Quand les faits vont dans leur sens, ils s'en attribuent le mérite ; quand ils leur sont contraires, ils s'arrangent pour que

les médias les masquent, quand c'est possible, et ils avancent toutes sortes de faux-semblants quand ça ne l'est pas. De mauvaises performances sont la faute de situations externes ou d'ennemis. Et des résultats décevants sont toutefois présentés comme meilleurs que ceux obtenus par d'autres. Les dictateurs opposent leur exercice du pouvoir à une pseudo-alternative profondément repoussante, spécialement choisie pour embellir leur position. Des journalistes loyaux salissent tout adversaire digne de ce nom. D'un bout à l'autre du spectre, le dictateur cadre les enjeux et façonne le débat public à son avantage.

Quand cela fonctionne, les *spin dictators* sont plus aimés que redoutés. Pendant vingt ans, la cote de popularité de Poutine n'est jamais descendue au-dessous de 60 %. Les opposants de Chávez admettaient eux-mêmes sa popularité. Mais ils ne peuvent se faire aimer de tous. Dans n'importe quelle société moderne, autoritariste ou démocratique, le peuple se divise en deux groupes. Tout d'abord, il y a les *informés* – la couche de citoyens diplômés, bons connaisseurs des médias, et qui ont des relations au plan international. Les membres de cette couche savent se procurer et communiquer de l'information politique. Ils peuvent être récupérés par les détenteurs du pouvoir, mais ils sont généralement difficiles à abuser. Dans les dictatures, les gens informés savent percer à jour les mensonges du chef, le reconnaître pour ce qu'il est et savent qu'il est bien moins compétent que ne le prétendent les médias d'État. Ils aimeraient le remplacer par une meilleure solution. Mais ils sont peu nombreux et par conséquent trop faibles pour le faire par eux-mêmes. Il leur faut le soutien du reste de la société, *les masses*<sup>48</sup>.

Empêcher les gens informés d'entamer sa popularité et de mobiliser l'opinion contre lui, tel est le défi central auquel est confronté le *spin dictator*. Mais comment faire ? Quand les caisses de l'État sont pleines, il peut soudoyer ses détracteurs. Il peut acheter leur silence ou même les engager pour leur faire produire sa propagande. Dans la Russie de Poutine ou le Kazakhstan de Nazarbaïev, des chaînes de télévision favorables au régime recrutaient les diplômés de l'université les plus talentueux. D'autres dirigeants, d'Alberto Fujimori au Pérou à Viktor Orbán en Hongrie, ont soudoyé des barons des médias avec des pots-de-vin, des scoops, et de la publicité achetée par

le gouvernement. Quand ils sont à court d'argent, les dictateurs censurent les gens informés et leurs médias. Dernièrement, en Russie et au Kazakhstan, avec la chute de la croissance et la baisse des recettes de l'État, les restrictions imposées à la presse se sont resserrées. En fait, la plupart des dictateurs font un peu des deux : certains détracteurs sont faciles à censurer, quant aux autres, il vaut mieux les soudoyer.

Nous en sommes venus à une conclusion déterminante : il n'y a aucun besoin de tout censurer. En fait, dans une dictature de la manipulation, si les restrictions imposées à la presse deviennent trop flagrantes, elles peuvent avoir un effet en retour indésirable. Aussi, quand ces dictateurs censurent, ils censurent aussi le fait même qu'ils censurent. Les dictateurs de la peur brûlent les livres et interdisent la presse privée, mais les *spin dictators* se contentent de repousser leurs détracteurs vers les marges, en conservant la mainmise sur les chaînes de télévision nationales<sup>49</sup>. Ils se moquent de ce que l'intelligentsia dit d'eux en privé, ou même en public, si c'est devant un petit auditoire. Les intellectuels dissidents sont autorisés à publier leurs revues confidentielles, à diffuser leurs émissions sur des chaînes câblées et à publier dans des journaux étrangers, tant que la demande est faible. Ce qui compte, c'est le soutien des masses. Pour séparer le grand public des gens informés, les dirigeants insultent ces derniers, remettent en cause leurs motivations, les taxent d'antipatriotisme et d'élitisme, et attisent le ressentiment culturel.

S'étant gagné l'appui des masses, le chef *use de sa popularité pour consolider son pouvoir*. C'est la deuxième règle de la dictature par la manipulation. La popularité est un actif volatil dont le niveau peut se révéler fluctuant, à la hausse ou à la baisse. Il est donc sensé d'en investir une partie dans d'autres leviers de contrôle. Pour engranger les bénéfices d'une cote de popularité élevée, un *spin dictator* organise des élections et des référendums et, en remportant des victoires écrasantes, s'arroge un mandat qui lui permet d'adapter les institutions politiques et juridiques à sa guise. Il promulgue des réformes constitutionnelles, nomme ses partisans dans les tribunaux et les instances régulatrices et redécoupe les circonscriptions électorales pour se ménager un matelas de soutien institutionnel.

La troisième règle suppose de *se faire passer pour un démocrate*. Aujourd'hui, dans presque tous les pays, quels que soient leur histoire et leur système politique, de vastes majorités sont en faveur de la démocratie<sup>50</sup>. Un réseau mondial d'États libéraux et d'organisations internationales promeut le gouvernement par le peuple. Les autocrates qui continuent de régner par la peur défient cette opinion mondiale. À l'inverse, les *spin dictators* font mine d'adhérer à cette vague d'engouement pour la liberté. À l'évidence, à l'étranger, ils sont nombreux à percevoir l'hypocrisie de cette adhésion. Mais chez eux, et même à l'étranger, ils sont aussi un certain nombre à s'aveugler.

Au xx<sup>e</sup> siècle, les dictateurs de la peur fermaient fréquemment leurs frontières, limitaient les voyages et la transmission de l'information. Les *spin dictators s'ouvrent sur le monde* : c'est la quatrième règle. À l'occasion, ils filtrent les médias étrangers. Mais ils accueillent en général volontiers les flux de personnes, de capitaux et de données, et trouvent des moyens d'en profiter. Ils intègrent des institutions internationales et y freinent toutes les missions d'enquête qui pourraient être lancées à leur rencontre. Ils ciblent des groupes potentiellement bien disposés à l'Ouest en faisant de la propagande sur Internet et s'attaquent à leurs opposants déclarés ou les harcèlent. Et ils utilisent l'infrastructure souterraine de sociétés et de banques off-shore pour y abriter leurs liquidités et se rallier les élites occidentales.

La dernière règle, et la plus importante, consiste à *éviter la répression violente*, ou tout au moins à la dissimuler ou à la camoufler quand ils y ont recours. Dans les sociétés modernes, les actes de brutalité tendent à discréditer le chef. Pour un *spin dictator*, la violence visible contre le corps social est un signal d'échec. Quand le modèle fonctionne et quand le dirigeant est populaire, terroriser les citoyens ordinaires devient non seulement superflu, mais aussi contre-productif. Cela mine l'image tant convoitée d'un pouvoir éclairé et réceptif.

Cela ne signifie pas que les *spin dictators* soient des pacifistes. Provoquant des guerres civiles ou combattant des insurrections ethniques, ils peuvent être brutaux. (En fait, les démocraties ne sont souvent pas moins impitoyables quand elles sont confrontées à des défis armés : songez à l'Inde au Cachemire.<sup>51</sup>) Au Pérou, Fujimori a férocement réprimé la guérilla maoïste du

Sentier lumineux. La deuxième guerre de la Russie en Tchétchénie, dans laquelle Poutine s'est engagé en 1999, a causé des dizaines de milliers de morts.<sup>52</sup> Là où l'Histoire a déjà alimenté le ressentiment de l'opinion contre les petites minorités ethniques, en particulier celles que l'on peut accuser de terrorisme, les *spin dictators* peuvent à leur tour les prendre pour cibles et en tirer profit. Ils répriment aussi parfois les journalistes afin de censurer leurs enquêtes. Pourtant, quand ils le font, ils s'efforcent de cacher leur implication ou de déguiser leurs intentions. Au lieu d'arrêter leurs détracteurs à cause de leurs écrits, ils fabriquent de toutes pièces des accusations d'évasion fiscale, de fraude ou, mieux encore, des délits gênants susceptibles de leur aliéner leurs soutiens. Par exemple, au Kazakhstan, un journaliste bien connu a été poursuivi prétendument pour viol d'un mineur, dans une affaire qui, selon Human Rights Watch, n'obéissait qu'à des « motivations politiques »<sup>53</sup>.

Pour récapituler, les *spin dictators* altèrent l'information afin de renforcer leur popularité dans l'opinion et se servent de cette popularité pour consolider leur contrôle politique, tout en se faisant passer pour des démocrates. Simultanément, ils évitent ou tout au moins camouflent les opérations de répression violente, et ouvrent leur pays au monde extérieur.

Il faut apporter ici deux nuances importantes. Nous nous référons parfois à la dictature de la manipulation comme à un « nouveau » modèle, en l'opposant aux « vieilles » pratiques des dictateurs de la peur. Mais ainsi que nous l'avons indiqué, tout cela n'est pas complètement nouveau. À presque toutes les époques, quelques autocrates ont préféré la tromperie à la violence. Comme nous l'avons vu, Aristote a été le premier à décrire la méthode, en ayant probablement l'exemple du tyran athénien Pisistrate à l'esprit<sup>54</sup>. Dans la France du XIX<sup>e</sup> siècle, Napoléon III a devancé les *spin dictators* avec l'emploi de certaines techniques<sup>55</sup>. À la fin du XX<sup>e</sup> siècle, la nouveauté résidait surtout dans une modification drastique de l'équilibre entre les différents types. La dictature de la manipulation est passée de son statut de variété marginale à celui de forme la plus courante.

La seconde nuance concerne notre répartition des dictatures en deux groupes nettement distincts. Là encore, cela simplifie le débat. Mais la plupart des phénomènes du monde réel

s'inscrivent et se distribuent sur un ample spectre. C'est assurément vrai des régimes politiques. La démocratie parfaite est un « type idéal » qui existe uniquement dans les manuels, et pas dans la réalité. Les gouvernements réels sont plus ou moins démocratiques. Il en est de même des dirigeants non démocratiques. Ils peuvent se situer plus près de la dictature de la peur ou de la dictature de la manipulation, mais rares sont ceux qui relèveront entièrement de l'une ou de l'autre. La plupart des dirigeants s'écartent du modèle, dans une plus ou moins grande mesure, mais ils en restent proches.

Alors qui sont les *spin dictators* les plus récents ? À Singapour, Lee Kuan Yew a contribué à développer ce modèle *grosso modo* entre 1970 et 1990. Ses successeurs, Goh Chok Tong (1990-2004) et Lee Hsien Loong (2004-), ont adhéré au style de gouvernement de Lee. Parmi les autres cas, citons Mahathir Mohamad en Malaisie (1981-2003) et ses successeurs, Abdullah Ahmad Badawi (2003-2009) et Najib Razak (2009-2018) ; Noursoultan Nazarbaïev au Kazakhstan (1992-2019) ; Hugo Chávez au Venezuela (1999-2013) ; Vladimir Poutine en Russie (2000 jusqu'à aujourd'hui) ; Recep Tayyip Erdoğan en Turquie (2003 jusqu'à au moins 2016, quand des arrestations en masse à la suite d'un coup d'État manqué ont laissé entrevoir une possible régression vers une dictature par la peur) ; Rafael Correa en Équateur (2007-2017) ; et Viktor Orbán en Hongrie (2010 à aujourd'hui)<sup>56</sup>. Nous y incluons aussi Alberto Fujimori, le président du Pérou, comme un cas limite et précoce, en particulier à la fin des années 1990, bien que les meurtres d'État aient été relativement fréquents dès le début des années 1990, lorsque l'armée combattait le Sentier lumineux<sup>57</sup>. Certains de ces dirigeants ont hérité de systèmes plus ou moins démocratiques et les ont convertis en dictature de la manipulation. D'autres n'en ont pas eu besoin. Nous reviendrons sur tous ces cas à plusieurs reprises dans les chapitres suivants.

Ainsi que cette liste le suggère, le modèle se décline en plusieurs variantes. Certains de ses adeptes, comme Chávez, se situent à gauche ; d'autres, comme Orbán, à droite. Certains cherchent à mobiliser leurs populations, d'autres à les fléchir. Certains, comme Chávez et Correa, sont des « populistes », qui s'attaquent à des « élites enracinées » ou à « l'État profond » au